

ARRÊTÉ

Service : Prévention et tranquillité publique 2024

Références : A.H.

N° 692 - 2024

Objet : OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - FERMETURE DE VOIE AU BESOIN DU DEMENAGEMENT – 7 RUE ALEXIS MANEYROL– LE JEUDI 26 DECEMBRE 2024 - DE 9H00 A 14H00.

Le Maire de la Ville de Couëron,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la route ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération du conseil municipal n°2021-127 du 13/12/2021 portant sur l'adoption du règlement des occupations du domaine public et l'extension des domaines concernés ;

Vu la décision municipale n°2023-127 du 29/12/2023 concernant l'approbation de la tarification des occupations du domaine public ;

Considérant la demande de **Monsieur François Trico** qui souhaite occuper temporairement le domaine public pour son **déménagement** au 7 rue Alexis Maneyrol à Couëron (44220) ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité particulières compte tenu de la largeur de la voie et de l'impossibilité, pour le demandeur, de stationner son véhicule de déménagement sur sa parcelle ;

arrête

Article 1 : Pendant le déménagement qui aura lieu le jeudi 26 décembre 2024, de 09h00 à 14h00, Monsieur François Trico sera autorisé à stationner son véhicule de déménagement sur la chaussée, devant le 7 rue Alexis Maneyrol et les mesures suivantes seront appliquées:

- Neutralisation de la voie à la circulation au besoin du déménagement (chargements et déchargements uniquement) ;
- Information préalable aux riverains de la rue Alexis Maneyrol ;
- Maintien des accès riverains du n°8 de la rue Alexis Maneyrol et du n°151 bis boulevard de la Libération.

Article 2 : Monsieur François Trico devra prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité des usagers.

Article 3 : La signalisation réglementaire sera mise en place par le demandeur et le présent arrêté devra être affiché aux extrémités de l'emplacement 48 heures à l'avance afin d'informer les riverains.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée par procès-verbal et poursuivie conformément aux règlements en vigueur. Le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, au droit des aires affectées est considéré gênant et constitue une infraction au sens de l'article R 417-10 paragraphe II 10° du Code de la route.

Article 5 : Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Son retrait peut intervenir sur décision de l'autorité municipale, à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou en cas de manquement aux obligations prévues par cet arrêté.

Article 6 : Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Couëron et les agents de la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché et publié conformément aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

À Couëron, le



Carole Grelaud
Maire

Carole Grelaud

13 DEC. 2024

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette, 44000 Nantes) ou par télérecours <https://citoyens.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Mis en ligne sur le site Internet de la Ville du 13/12/2024 au 13/02/2025